

# Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique  
et pluraliste du MWRF.

Poste de Liège X  
Trimestriel  
septembre/octobre 1997  
N° 17

Directeur : André SCHREURS ; secrétaire de rédaction : Jacques LIENARD ; éditeur responsable : Laurent LERUTH

## **MESSAGE DE JEAN DEFRAIGNE, MINISTRE D'ETAT, PRÉSIDENT HONORAIRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.**

La Flandre, que rien n'arrêtera, poursuit son chemin vers l'indépendance. Les jalons sont posés : 1999, 2002... En attendant, il faut, dans l'Etat dit fédéral, s'emparer de tous les leviers de commande.

La représentation de la Belgique dans les relations internationales? Rien que des Flamands. Les décisions pour réformer la police et transformer celle-ci en un corps unique qui sera dirigé par les responsables flamands de la gendarmerie? Rien que des Flamands.

Et tous raisonnent et agissent non pas en fonction d'un intérêt général belge qui n'existe plus à leurs yeux, mais exclusivement en fonction des intérêts de la Flandre.

Et les francophones dans tout cela? Ils ronronnent, inventent une nouvelle culture politique, se focalisent sur des problèmes qui certes ont leur importance, mais perdent de vue l'essentiel. Que ne lisent-ils la presse flamande, ils comprendraient avec quel mépris arrogant ils sont considérés.

Les racistes, les voilà, ceux qui se tortillent pour essayer de refuser le droit de vote municipal aux citoyens de l'Union européenne.

Je dis qu'en voilà assez. Il faut que les Wallons et les Bruxellois d'expression française prennent conscience que désormais ils doivent, sous peine de ne plus exister dans un Etat dominé par leurs ennemis, prendre seuls en main leur destinée.

Le moment venu, qui approche, il faudra que le peuple se prononce. Je crois que son intérêt bien compris sera de choisir une association progressive et de plus en plus étroite avec la France.

suite p.2

## **MESSAGE DE CLAUDE EERDEKENS, DÉPUTÉ- BOURGMESTRE D'ANDENNE**

Il y a un an, précisément le 10 juillet 1996, un âpre débat opposait à la Chambre des Représentants des élus flamands et francophones. Des députés flamands (VLD, Vlaams Block et d'autres) accusaient le gouvernement de trahir la Flandre en soutenant les profiteurs de Wallons, traités de minimisés, d'assistés sociaux, et j'en passe... J'ai à ce moment exprimé "...si vous voulez que la France soit demain aux portes de Bruxelles, continuez!...". Cette réplique a décontenancé mes contradicteurs, car nous étions à la veille du 11 juillet, fête nationale flamande.

Pour la première fois, le tabou d'un éventuel rattachement de la Wallonie et des Bruxellois d'expression française était levé au parlement. Depuis, les réactions se sont multipliées.

Monsieur Louis TOBBACK, Président du SP, n'a-t-il pas dit que "la révolution de 1830 qui déboucha sur la création de la Belgique était une erreur"... Monsieur VAN DEN BRANDE, Ministre-Président de la Flandre, ne rêve-t-il pas d'associer la Flandre à certaines régions anglaises, hollandaises ou françaises... en oubliant la Wallonie?

Le Vlaams Blok, récemment la Volks-Unie, ont inscrit à leur programme l'indépendance de la Flandre. Le Parlement flamand prépare activement une Constitution. 1999 et les années suivantes seront décisives. Les hommes politiques flamands se divisent en deux catégories. D'une part, les indépendantistes et d'autre part, ceux qui souhaitent le maintien de la Belgique aux conditions dictées par la Flandre avec la fédéralisation de tout ou partie de la sécurité sociale (chômage, maladie, pensions, allocations familiales...), des impôts ou encore de la dette publique.

suite p. 2

Parce que nous avons une identité de culture et de langue, parce que nous partageons avec elle un ensemble de valeurs (égalité des droits, respect du citoyen, tolérance), parce que, au niveau européen, nos intérêts seraient portés par un Etat capable d'imposer son point de vue.

J'écris ce qui précède avec conviction parce que le choix politique, au delà des élans du coeur, est affaire de raison.

Jean DEFRAIGNE

L'accepter, c'est se mettre à genoux dès lors que nous devrions payer beaucoup plus en ayant beaucoup moins puisque la Wallonie ne représente que 27 % des recettes de l'impôt des personnes physiques et +/- 15 % de l'impôt des sociétés. La seule riposte acceptable est d'opposer aux Flamands un front de refus à l'égard de ces revendications. Et si, parce que nous serons intraitables, la Flandre décidait de prendre son indépendance, alors, tant pis pour elle!

N'est-ce pas l'occasion rêvée pour les francophones de Bruxelles et les Wallons d'envisager le retour à la France, mais après un référendum d'autodétermination?

En démocratie, n'est-ce pas au peuple que le dernier mot doit revenir?

Claude EERDEKENS

## EN PANNE

La chose est entendue; on l'entendait même avant qu'elle ne fût dite en haut lieu : aucun des partis parlementaires de la Communauté française n'est demandeur d'une nouvelle avancée autonomiste. Ils diront non à toute exigence flamande de cette nature. Ceux de l'opposition partagent là-dessus la mâle résolution de ceux de la majorité, au point que l'on pourrait paraphraser le refrain de la fille de Mme Angot et chanter "c'est pas la peine de changer de gouvernement".

Pour entendue qu'elle soit, la chose se fera, car on imagine mal des politiciens rompus aux habitudes du vasselage résister longtemps (et comment, d'ailleurs?) à la volonté du suzerain qui veut les congédier de son ban. Ah, il est loin le temps des brillantes stratégies de 1989-1993! Si Régis Debray était wallon, il écrirait peut-être "dites Spitaels, amis, et retenons nos larmes".

Mais pourquoi s'en faire, demanderont les optimistes, puisque, sauf catastrophe, nul ne retardera l'horloge du destin? Parce que nous continuons d'être volés comme dans un bois dans la gestion fédérale qui gave le Nord de marchés et d'investissements publics, qui le mène par la main aux meilleurs créneaux du commerce extérieur, qui organise à sa convenance le régime de l'austérité euromaniaque, qui lui donne les meilleures places, lui confie les meilleurs dossiers et qui écrase toujours plus Bruxelles sous la chape de la cosouveraineté flamande que n'allégerait pas le P.R.L.- F.D.F. s'il revenait au pouvoir sans se débelgifier. Parce que les privatisations nous coûtent des emplois et des équipements tandis qu'elle profite (partiellement) à l'industrie flamande. Parce que le sort de la Sécurité sociale et des services publics, enjeux cruciaux pour la Wallonie, va se jouer dans les toutes prochaines années et que la combinaison de l'hégémonie flamande et de la logique maastrichtienne détermine des solutions funestes pour nous. Parce que, sans attendre la fin de l'Etat belge, mais en se servant de lui, la Flandre est déjà en train de faire les ultimes partages des biens communs en enrobant sa cupidité d'ombre et

de discrétion. Parce que, faute d'un traitement spécifique qui requiert d'autres compétences que celles des Régions actuelles, l'économie wallonne s'affaïsse chaque année davantage.

"Si les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent, quand donc mériterons-nous de ne plus en avoir?", demandait M. du Paur, le héros de Pierre-Jean Toulet. Car enfin, ce serait un peu trop facile de nous décharger de nos propres fautes sur une classe politique qui a bien assez des siennes. Protestons-nous assez? Agissons-nous assez? Convainquons-nous assez ceux qui doivent encore l'être? A quelques années de l'accomplissement du fédéralisme, le Mouvement wallon est redevenu aussi faible que pendant la triste décennie 1951-1961. Comme s'il se satisfaisait, passif et repu, de l'étiollement de l'Etat désuni, du regard nouveau que la France porte sur nous et de la vulgarisation du thème séparatiste hors de ses enceintes. Et certes, l'horizon est plus clair qu'il y a dix ans, mais nous croyons-nous dispensés du suprême effort? Oublions-nous que l'avenir auquel nous aspirions devient présumable, mais qu'il n'est pas absolument certain? Et le serait-il même, ne faut-il pas, en toute hypothèse, en hâter l'avènement, le compte étant fait de ce que nous coûte le présent?

Je constate avec regret que l'esprit de Jémappe, de Fleurus, de 1830 et de la Résistance s'est mis en veilleuse dans nos organisations. Loin de la sérénité du juge ou des crispations du censeur, je ne m'exempte pas de notre culpabilité collective. Mais j'ai toujours proscrit deux erreurs que je vois à nouveau sévir parmi nous : le conformisme et l'euphorie.

Le devoir du patriote wallon est d'abattre l'ordre belge selon les possibilités offertes par les circonstances; il n'est jamais de pactiser avec lui. La défaillance par conformisme cède parfois au mirage de la voie courte vers l'objectif - que n'accomplirions-nous pas avec le dixième des ressources d'un parti de gouvernement? - mais

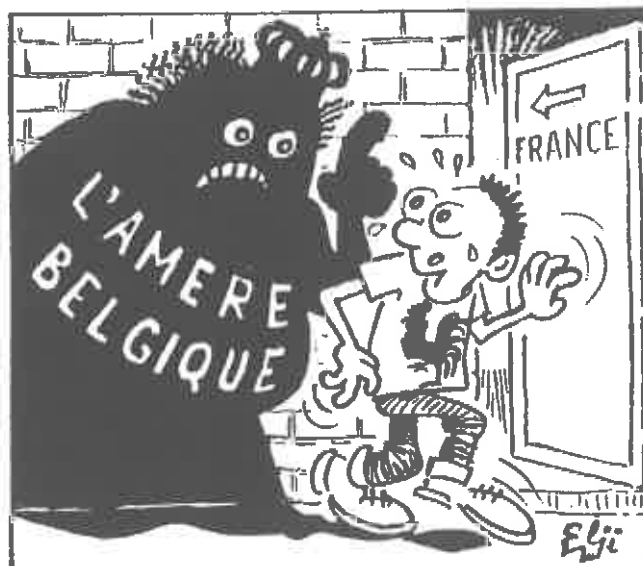
elle ne rapproche jamais du but. L'Institut Jules Destrée, d'ordinaire mieux inspiré, vient d'illustrer cette vérité première avec son projet de Constitution gentil et plat comme une limande. Il l'inscrit dans le respect de la Constitution belge et cela suffit pour savoir que l'exercice est inutile. Pas un mot sur l'identité française de la Wallonie, mais des proclamations-bisous au reste du monde qui diluent plus qu'elles n'ébauchent une quête de souveraineté. Une énumération déclamatoire de droits fondamentaux dont on se demande bien, hélas!, comment l'Etat wallon fédéré et obéré par le système de Maastricht pourrait en garantir la consistance, laquelle relève à la fois d'une pieuse pensée et de la législation fédérale ou de conventions internationales. Une articulation des pouvoirs qui s'analyse largement en une simple description du statu quo, alors que tous les politologues préconisent l'élection directe de l'exécutif et le scrutin majoritaire pour sortir des mares stagnantes de notre vie publique. Le ministre-président Collignon a trouvé cela "peu mobilisateur" et c'est encore un jugement aimable. Il faut bien que tout le monde vive (je n'ai pas la cruauté de Royer-Collard qui ne voyait pas pourquoi), mais dans une vie, même subsidiée, vouée au service de la Wallonie, il est des silences préférables à la paraphrase des puissants qui se trompent.

A l'extrême opposé, il y a la béatitude quasi-mystique des militants qui abolissent dans le rêve les obstacles restant à franchir. Pour ceux-là, la Wallonie est déjà française et plus rien de ce qui est belge n'occupe leurs pensées radieuses. La Wallonie n'est plus dominée par la Flandre, elle n'a plus de problèmes économiques, sociaux et financiers; la France pourvoit à tout et la dispense de s'interroger sur quoi que ce soit. Moïse ne put

qu'apercevoir sa terre promise; ces amis-là sont déjà dans la nôtre. Pourquoi alors s'organisent-ils et agissent-ils encore? Pour proclamer que nos malheurs procèdent d'un égarement de nos sens : c'est le futur qui existe, pas le morne aujourd'hui. Hélas, hélas, c'est aujourd'hui que nous souffrons et aucun médecin ne viendra d'un autre espace-temps pour nous panser. C'est maintenant qu'il faut remuer les masses pour que demain soit meilleur. La France est une patrie, pas un champignon hallucinogène, et les zombies nous en éloignent.

Le Mouvement wallon est plus que jamais nécessaire à la Wallonie. Qu'il l'ait mérité ou non, le monde politique a perdu le contact avec la société civile même si, j'y insiste à nouveau, les comportements électoraux ne sont pas sensiblement modifiés. Ce sont des organisations issues de cette société et s'adressant à elle sans briguer le pouvoir qui peuvent montrer à notre peuple le chemin du salut public. Il est grave que le Mouvement wallon n'y arrive plus, alors que, comme il l'avait prédit, le fédéralisme a perdu les attraits de la fraîcheur et les vertus de la réforme. Révisons donc nos discours. Inventons des tactiques. Jetons des passerelles ajustées aux changements de l'époque. C'est difficile? Et quand donc notre cause fut-elle facile? Nous resterons des experts en crises et en épreuves ou nous ferons mieux de prendre nos invalides plutôt que de jouer aux mentors. Après tout, nous ne sommes plus aux âges sombres de l'unitarisme et de la régionalisation. La victoire est en vue, payons-en le prix.

J. ROGISSART



## A TRAVERS LA PRESSE

### L'inéluctable marche de la Flandre vers l'indépendance

N'en déplaise à Hervé Meillon et à la claqué de jeunes belgicains triés sur le volet qui criaient "vive la Belgique" pour toute réponse à l'argumentaire patient, logique et répété de Claude Eerdeken, lors d'une récente émission de RTL (1) où il faisait un peu figure d'otage, "la Flandre est en marche" vers son indépendance.

Ce n'est pas nous, cette fois, qui l'affirmons, mais *La Libre Belgique* ! Sous la plume de Vincent Hendericks, on peut en effet y lire en première page, au lendemain de la fête flamande du 11 juillet 1997 : "...La Flandre politique est bel et bien engagée dans une dynamique qui doit l'amener à une forme ou l'autre d'indépendance". La seule chose dont elle se préoccupe est prosaïquement d'y parvenir à moindre coût (2).

Dans son édition du 10 juillet, *La Libre Belgique* avait longuement interviewé Claude Eerdeken, chef du groupe PS de la Chambre, sur son état d'esprit actuel, un an après son "coup de gueule rattachiste" qui fit grand bruit à l'époque (3). Epinglons quelques points forts de cet entretien intitulé "Eerdeken : Nous n'aurions rien à perdre d'un rattachement à la France" Et de donner quelques exemples : "Rien au niveau de l'impôt des personnes physiques. Rien ou très peu au niveau de la sécurité sociale, surtout si on venait à la régionaliser (en Belgique), parce que nous serions alors dans une situation intenable où nous, Wallons, avec 27 % des recettes de l'IPP et 33% de la population, avec 15 % des recettes des sociétés, devrions assumer 205.000 chômeurs alors que la Flandre n'en compte que 187.000 (soit proportionnellement deux fois moins) avec une population deux fois supérieure à la notre". En résumé, si "la Flandre nous impose une régionalisation de la sécurité sociale ou de la fiscalité", en expliquant aux Wallons "combien on sera forcé de toucher à leur portefeuille" ils "feront vite leurs comptes" et "je crois que l'idée rattachiste fera très rapidement son chemin" en Wallonie, estime Claude Eerdeken (4).

Que la Flandre soit bien décidée à développer son autonomie et à accroître ses compétences pour se donner toutes les apparences, sinon les attributs d'un Etat, ne peut faire de doute. Cela transparaît dans les déclarations et les écrits des hommes politiques et des éditeurs flamands qui, pour désigner la Flandre, parlent plus volontiers d'Etat (fédéré) que de Région ou de Communauté.

Le ton plus modéré, cette année, des discours prononcés lors de la Fête nationale flamande ne doit pas nous tromper et "cacher une réalité bien moins lénifiante" : "Flandre 2002, année A-5, la dynamique autonomiste flamande s'amplifie", titre *La Libre Belgique* du 11 juillet 1997.

Le sait-on en Wallonie? Le Parlement flamand possède une commission des réformes institutionnelles qui, depuis un an, étudie notamment avec diligence les propositions du gouvernement Van den Brande pour la

régionalisation de la sécurité sociale (au moins partiellement), de l'autonomie fiscale, de tout ce qui concerne le commerce extérieur et de la politique scientifique. "La classe politique flamande", écrit M. Hendericks, a réussi "à faire admettre, par l'opinion publique néerlandophone dans sa grande majorité, le caractère nécessaire et inéluctable d'un prochain grand round institutionnel au lendemain des prochaines élections législatives (de 1999)

"Le projet Vlaanderen-Europa 2002, pur exercice intellectuel lorsqu'il fut présenté en grande pompe par l'exécutif Van den Brande I en 1993, a, au fil des mois et des années, trouvé un vrai public (...) Cette belle et creuse déclaration de grands principes s'est étoffée et a su prendre racine dans une couche de plus en plus importante de la population néerlandophone (...) Il suffit de voir la multiplication des manifestations, qu'elles soient financées avec le soutien des autorités régionales ou organisées de façon beaucoup plus spontanée, pour constater qu'il y a là, au delà des seuls milieux politiques, le début d'une vraie dynamique en marche" (5).

Voilà qui, venant du plus belge des quotidiens belges, devrait ouvrir les yeux des Wallons et des francophones "belges avant tout" qui, par aveuglement -ou couardise?- prétendent (pour se rassurer?) que la grande majorité des Flamands sont attachés à la Belgique et que "tout cela n'est qu'une affaire de politiciens".

Pourtant, quand ils s'adressent aux Wallons, les Flamands ne parlent plus de leurs "compatriotes", mais de leurs voisins (Voir encore dernièrement la *Lettre ouverte à nos voisins wallons*, publiée dans *Le Soir* du 19 septembre sous la signature de M. Christiaan Vandenbroeke, professeur à l'Université de Gand (6). On comprend dès lors la question que se posait *La Meuse* dans son édition du 10 juillet 1997 sous la rubrique *Armée, Séparatisme* : "Les paras flamingants prêts à mourir pour la patrie (belge?) Tout f. le camp. Et de préciser que "la vague de flamingantisme" dans l'armée "ne se limite pas à une poignée d'hommes de troupe", mais "touche également les officiers".

Autre exemple du dynamisme et de l'esprit autonomiste flamands : les accords conclus en 1993 et 1995 entre les partenaires sociaux de Flandre (patrons et syndicats) et la volonté de conclure un *troisième accord flamand* pour 1998-1999, dans lequel ils s'engageraient pour l'emploi, espérant aussi parvenir à un accord avec le gouvernement flamand" (Voir *Le Soir* des 20 et 21 septembre 1997) (7). Cette volonté s'inscrit dans le cadre d'un pacte social spécifique à la Flandre, à défaut de pouvoir le réaliser au niveau fédéral, alors qu'au niveau wallon, la FGTB wallonne ne veut pas entendre parler d'une négociation sur un Pacte régional (wallon) qui toucherait à des compétences fédérales".

On relèvera également l'élaboration, par le gouvernement flamand d'une Constitution pour la Flandre qui, contrairement au projet ultérieur de Constitution wallonne (les politiques wallons ont suivi, comme d'habitude, avec mollesse) ne fait référence ni à la Constitution belge ni à une quelconque "loyauté fédérale"... (8)

Non, M. Nothomb, présenter le rattachement à la France, sous une forme ou sous une autre, comme la meilleure solution pour les Wallons en cas d'éclatement de la Belgique par suite de l'intransigeance de la Flandre et sa volonté d'indépendance, n'est pas du défaitisme" (9). C'est du réalisme politique. Comme M. Eerdekens, M. Yvan Ylieff, ministre fédéral, estime que "sans solidarité, il n'y a plus de Belgique", que "la Wallonie n'a plus les moyens de s'en sortir toute seule" et que "si au sein d'un pays, la solidarité ne joue plus, il n'y a plus de pays". Et Yvan Ylieff, "en cas de divorce", songe, lui aussi, "à la France (...)" il préconise "une association avec la France dans laquelle la Wallonie conserverait son parlement et ses institutions politiques, tout en s'intégrant dans l'espace économique (et ajouterons-nous culturel) hexagonal" (Voir *Le Soir* du 29 août 1997).

Le récent exemple de l'Ecosse, dont 74 % de la population vient de décider la création d'un vrai Parlement écossais doté de larges compétences, y compris en matière fiscale, et dans une moindre mesure du Pays de Galles, ne peut qu'encourager le nationalisme flamand. Le caricaturiste du *Soir* montrait, au lendemain du scrutin, un Van den Brande se voyant dans un miroir, en costume écossais... (10).

Que n'avons-nous un "Tony Blair" comme premier ministre. Mais nos populations ont-elles autant de fierté et de dignité que les Ecossais? Les Flamands certainement, mais les Wallons? Les tentatives louables du Gouvernement Wallon, de l'Institut Jules Destrée, des organisateurs des fêtes (pourquoi pas la Fête) de Wallonie pour renforcer -ou réveiller- la conscience et l'identité wallonnes suffiront-elles, en l'absence d'un grand projet non seulement socio-économique, mais politique? Ou bien les Wallons ne seront-ils sensibles, en fin de compte, qu'à leur portefeuille? L'avenir nous le dira.

André SCHREURS  
19/09/1997

- (1) RTL, émission passée en septembre 1997.
- (2) *La Libre Belgique* des 12 et 13 juillet 1997.
- (3) Voir *Wallonie-France*, N° 14
- (4) *La Libre Belgique* du 10 juillet 1997
- (5) *La Libre Belgique* du 11 juillet 1997
- (6) *Le Soir* du 19 septembre 1997 - On notera, sans déplaisir, que le Ministre-président wallon, M. Robert Collignon, désigne aussi, à présent, la Flandre comme une "région voisine".
- (7) C'est aujourd'hui chose faite. NDLR.
- (8) Pour le projet de Constitution wallonne et son préambule, voir *Le Soir* du 7 juillet 1997.
- (9) *La Libre Belgique* du 11 juillet 1997
- (10) *Le Soir* du 12 septembre 1997.

Dans *Marianne* n°9/23-29 juin 1997  
Courrier des lecteurs  
"Votre magazine est trop franco-français. N'oubliez pas que de l'autre côté de la frontière, il y a 4 millions de francophones wallons" Raymond Brunet, Belgique.

Dans *Le Soir*, 12/6/97  
L'UCL vient de lancer une formation interdisciplinaire à la création d'entreprise. C'est l'occasion pour le recteur Marcel Crochet de faire

lui aussi son "audit" sur l'état de l'économie wallonne et de jeter les bases d'un "véritable projet wallon" dans lequel les universités doivent jouer un rôle moteur. On critique souvent la primauté accordée à la Flandre de l'autre côté de la frontière linguistique. Moi, je constate que ce mouvement suffit à polariser tout un peuple. C'est très clairement ce qui aujourd'hui nous fait cruellement défaut en Wallonie, et c'est ce qui m'incite à apprécier les efforts déployés en faveur d'un regain d'"optimisme" wallon. Nous devons fédérer nos énergies autour de la notion de qualité totale, tant au niveau de nos produits ou de nos services que sur le plan de la formation, par exemple. (Mieux vaut tard que jamais!)

Dans *La Meuse*, 01/07/97

### Bouffés tout crus

Ce n'est pas un mystère, *hin valèt*, je n'aime pas trop que les Flamands viennent nous marcher sur les pieds. Et pourtant, je me rends compte que c'est de plus en plus souvent le cas.

Leur dernier truc, c'est d'envoyer à tous les Liégeois qui possèdent un compte chèque postal une publicité pour le *Postchèque*. Si l'adresse est bien rédigée en français, par contre, le dépliant est tout en flamand! J'ai plusieurs copains qui ont reçu ce truc et qui ne sont pas contents du tout.

Y-en a même un qui est carrément furieux. Faut dire que quelques jours plus tôt, sa mutuelle (les *Mutualités chrétiennes* ... de Liège) lui envoyait aussi une quittance toute rédigée en flamand.

Moi, je te le dis, si on ne fait pas gaffe, on se fera bouffer tout crus. Tchanchès.



## A PROPOS DE RENAULT-VILVORDE, UNE AUTRE OPINION

*A la suite de l'éditorial intitulé "Non au boycott de Renault-Vilvorde" (paru dans W-F n° 16) notre directeur André Schreurs a reçu une lettre de M. Jean-Maurice Dehousse, lettre que nous reproduisons ci-dessous. Le débat est ouvert!*

Mon cher André,

Tu connais mon attachement profond à la France, j'ai eu l'occasion de te le rappeler à la récente assemblée générale du Grand Liège, à laquelle j'ai été heureux de te retrouver.

C'est dans le cadre de cet attachement qu'il faut situer, avec lucidité et sans passion, le problème de notre attitude (notre attitude wallonne) vis à vis de Renault.

Le seizième numéro de Wallonie-France refuse, en éditorial, le boycott de Renault, ce qui ne correspond ni à mon analyse, ni à mon attitude (ceci expliquant cela). La publication se voulant pluraliste, je désire du moins t'exposer mes raisons.

Il y a, selon moi, deux dangers à éviter. Le premier est celui que met en évidence, avec raison, le communiqué de presse commun aux mouvements Wallonie-France et Wallonie libre : le glissement vers un mouvement anti-français, voire à un boycott anti-français. Nous sommes nombreux à savoir que c'est ce qui tente de nombreux Flamands. C'est une raison de plus pour nous y opposer avec vigueur. Pour reprendre les termes du communiqué, nous devons "refuser de rendre la France coupable d'un acte de gestion posé à la firme Renault, privatisée et victime des dysfonctionnements européens"

Inversément, il faut boycotter Renault, non parce que le cas de Vilvorde est unique (les Liégeois pourraient citer Colgate-Palmolive et les exemples ne manquent nulle part en Wallonie), mais parce qu'il est exemplaire. Beaucoup de travailleurs européens -et ce qui est plus important pour nous, beaucoup de travailleurs français- ne s'y sont pas trompés.

Il faut boycotter Renault parce qu'il faut boycotter l'arrogance, et les dirigeants actuels de Renault ont additionné les fautes dans ce domaine.

Tout le monde en Wallonie sait que la direction et les syndicats de Volkswagen, par exemple ont agi tout autrement.

Agir autrement, c'est s'affaiblir. C'est accepter la décapitation de Charles Stuart par Cromwell mais refuser celle de Louis XVI. Ce n'est pas ainsi qu'on fera avancer l'Europe, qui, ne vous en déplaise, ne sera pas et ne pourra pas être seulement celle des Nations mais aussi celle des Régions. Mais ceci, comme aurait dit KIPLING (même traduit par André MAUROIS), est une autre histoire.

Je t'envoie comme toujours mes amitiés chaleureuses.  
cordialement  
Le Bourgmestre  
Jean-Maurice DEHOUSSE

## TRIBUNE LIBRE

Les points de vue exprimés dans cette rubrique n'engagent que leurs auteurs. Nous invitons nos lecteurs à nous faire part de leur opinion.

# QUELLE EUROPE POUR DEMAIN ?

Nos mandataires politiques se réunissent à Amsterdam pour revoir la copie de Maastricht. Mais pour quelle Europe et en son centre quel État belge? Celui-ci est-il, déjà aujourd'hui, encore consistant?

Il est des analyses qui donnent à la réflexion le recul nécessaire, un choix pour voir mieux et plus loin.

Ainsi, dans les *Cahiers du Japon*, le Professeur Nada Nobuo, docteur en histoire de l'Occident, souligne que la France, la Grande-Bretagne et les pays du pourtour européen risquent d'être menacés dans leur cohésion d'États-nations par la montée de mouvements régionaux ou sécessionnistes, si ces pays ne parviennent pas à relever le défi d'un empire d'Europe central dominé par l'Allemagne par le biais de l'Union Européenne.

Une forme d'hégémonie régionale serait nécessaire pour assurer le nouvel ordre international d'une économie capitaliste sans frontières et aux marchés de plus en plus intégrés, et ceci vaudra tant pour l'Europe que pour l'Asie de l'Est!

On lit par ailleurs dans *Le Corriere della Sera*, le député De Mita faire part de sa préoccupation face au projet de fédéraliser l'État italien en vingt régions à large autonomie politique et fiscale : "Un fédéralisme à deux vitesses serait la chose la plus extravagante. Et risquée. Dire que chaque région utilise ses propres ressources apparaît la réponse la plus simple. En réalité, cela ouvrirait la voie de la désintégration. Celui qui est plus riche chercherait à le rester seul. La vérité est que la richesse d'un morceau du territoire national n'est pas un fait endémique à cette région. C'est le résultat d'un ensemble de facteurs".

D'autre part, les renversements de majorité en France et en Grande-Bretagne devraient utilement aider à joindre le pôle anglo-saxon à l'axe franco-allemand, car l'Europe n'a

jamais pu et ne pourra être "l'imposition d'un modèle mais bien un compromis entre les nations", selon la formule de J. P. Chevènement.

Ces diverses réflexions mettent bien en perspective les projets institutionnels belges et européens. Elles jettent l'éclairage adéquat sur la chirurgie fédérale déjà opérée sur la Belgique, et sur les plans officiels d'une autonomie maximale de la Flandre et d'une rupture de la sécurité sociale nationale, assortie d'une mainmise sur la région bruxelloise.

L'idée d'une "Région centrale en Europe" excluant la Wallonie, comme celle d'une "Padanie" autonome, de gens qui tournent le dos à leurs compatriotes du Sud, sauf à ceux-ci à accepter le "modèle Nord-européen" cher aux présidents du CVP et du VEV, révèle combien est mortifère pour l'édification européenne la pente des clubs de nantis et leur repli sur soi.

L'Union monétaire et l'euro ne peuvent être remis en cause, mais comment croire au concept politique de l'Europe si un pays comme l'Italie venait à en être exclu au départ? Mieux vaut assouplir quelque peu la règle, sans fétichisme, et intégrer ceux qui forment les grandes cultures européennes.

**L'Europe politique ne se fera qu'à partir de la volonté de vivre et de progresser, du Nord au Sud, ensemble, dans le respect de l'autre et dans la solidarité.**

L'approche financière et comptable n'insufflé pas l'esprit nécessaire à l'union. L'économie est faite pour l'homme, et l'Europe pour ses citoyens et l'humanisme. Que les responsables politiques reprennent pleinement leur rôle!

L'Europe ne sera pas Mc World.

Marc de MIDDELEER



**NOUS  
AVONS  
LU :**

**MARC WILMET :  
"GRAMMAIRE CRITIQUE  
DU FRANCAIS"**

(Duculot, 1997)

Parlez-vous le français que vous croyez parler? Moi, je ne sais plus, après avoir lu ce qu'on appellera sans doute le "Wilmet", comme on dit le "Grévisse-Gosse". A-t-on idée aussi de confier la grammaire à un linguiste? Elle vous offre, ou du moins vous le croyez, le confort des structures fixes; il cherche; pire, il trouve cent principes d'évolution, aussi logiques finalement que ceux dont dérive le savoir scolaire... qu'il ose condamner du haut sommet de sa science. Rassemblez des fagots, dressez le bûcher. J'ai commencé à le faire, mais il m'a fait honte de mon bois mort. De plus savants que moi battront peut-être le briquet, mais pour qui le grand feu? Les maîtres au milieu (ceux d'hier) ou celui qui d'un

coup de baguette impérieux les décoiffe de leur bonnet carré? Ah, ne me demandez pas de juger. Je confesse le vacillement de mes vieilles certitudes; mon ignorance me barre la route qui mène aux nouvelles. Et puis d'ailleurs... je m'aperçois, fermant ce livre de 670 pages. que pour Marc Wilmet, il n'est point de certitude qui tienne; il n'y a que des vérités datées.

Cela commence fort et tout de suite. Qu'est-ce qu'un mot? vous hasardez une définition que vous espérez synthétique. Eh bien, vous n'avez rien fait d'utile. Il y a dans le mot "mot" (pardon!) une réalité graphique, phonétique, sémantique et lexicographique. Et chacune d'elles est riche de possibles confusions, sans même parler, voilà que je m'y mets, de polysémie.

On ne parle pas innocemment, du moins, on ne devrait pas le faire, c'est une des grandes leçons que je tire de cette grammaire. oh combien critique. Ce n'est pas le professeur Wilmet qui rirait, sauf par civilité, de la vieille plaisanterie du comique troupié : "Dans quoi introduit-on une demande de permission? Dans les huit jours qui précèdent la date souhaitée". Le langage, c'est la langue (qui renvoie à un signifiant et à un signifié) plus la parole. L'inflexion de la voix, le contexte de l'événement ou de l'écrit, la tonalité d'un rapport psychologique, etc., etc., peuvent modifier le sens du tout au tout et valoir un brevet d'esprit ou une réputation de bête.

Méfiez-vous, tenez par exemple, de l'article. Vous désignez votre matou faisant honneur à son assiette de Whiskas (qu'il achèterait, comme chacun sait) et vous dites : "le chat est carnivore". Est-ce du votre dont il est question? Où avez-vous entendu signifier "tous les chats sont carnivores"? Ah, diable, c'est qu'il faut être précis, mais il y faut de l'attention!

Butinons encore. Nous sommes dans le champ, ou plutôt le terrain d'aventure des quantifiants. Vous vous croyez doctes en écrivant que "les Américains ont mis le pied sur la lune en 1969". Tous, vraiment? Non, naturellement. A la rigueur, vous seriez plus rigoureux en disant "l'homme a mis le pied sur la lune". car le principe d'extensivité jouerait davantage en votre faveur.

On comprend au fil des pages que l'art littéraire doit beaucoup à l'ambiguïté, au non dit, aux jeux d'éclairage. Mais que nul ne s'en mêle s'il n'est conscient de la manière dont fonctionne le langage. Wilmet tire beaucoup d'effets, à ce propos, de l'emploi des temps de la conjugaison. "Au pied de la lettre", explique-t-il au milieu de mille exemples, "je me tais serait absurde". Il faut comprendre, vous l'avez compris (ou vous le comprenez?), que vous vous êtes tu et que vous voulez le faire savoir, ou que vous ne direz plus rien (définitivement ou pas?) Il faut comprendre, mais c'est à vous de le faire comprendre.

Et la grammaire pure en prend ainsi pour ses grades académiques. Vous aviez retenu de vos années scolaires que l'adverbe est invariable. Halte-là! Dans l'expression "tenir la dragée haute", haute est un adverbe, comme grande quand on dit "une fenêtre grande ouverte".

Accablé, vous passez aux considérations sur la phrase. Eh bien, n'espérez pas être dispensé de dire comme le Maréchal Foch "de quoi s'agit-il?" On vous rappellera qu'il y a des phrases formées d'un seul mot (entrez!), ou sans verbes (hélas, oui, malheureusement!), ou

incompréhensibles en l'absence de ponctuation ou si l'ordre des mots voulu par le génie de la langue est par trop malmené. Puis, une fois les conventions prises, vous pourrez - peut-être - briller subtilement dans le discours direct ou indirect (tous deux pouvant être libres ou non), ou encore absorbé. A condition, bien sûr, de maîtriser la modalité énonciative et de savoir disséquer l'énoncé lui-même.

Je vous effraie? Non, je vous invite à y aller voir. En toute (un adverbe!) amitié. Marc Wilmet est un maître de style et il emprunte aux meilleurs fonds : il n'avance rien qu'il n'illustre de citations prélevées avec soin dans l'oeuvre (attention à l'article!) d'une foule (passez-moi ce quantifiant peu déterminant!) de bons auteurs. C'est un spécialiste mondialement connu de la linguistique. Il s'installe avec autorité au pupitre du grammairien : que ceux qui en ont l'autorité lui disputent la place s'il y a ... lieu (sacré métalangage!). Je risque pour ma part un diagnostic de profane. Sa "Grammaire critique" est un cours magistral de sémantique. Avant de commenter les règles, elle rend attentif au sens de ce qui s'exprime dans l'usage du français, auquel ce gardien à la fois tolérant et jaloux de notre langue a dressé ce monument.

Un inconvénient pour mes pareils, mais une parure de science pour ses pairs : la technicité du vocabulaire. Vous apprendrez des choses sur l'endophore, l'asyndèse, la topicalisation désagentive, l'enchâsseur pronominal et autres joyaux de la matière. N'ayez pas peur. Marc Wilmet définit avec limpidité et explicite avec patience. Sa fécondité lui suscitera certainement de grands disciples. Mais il est si prodigue de ses dons que je redoute aussi pour lui une postérité de faux savants. J'en ai eu moi-même la tentation, mais, chut! (une interjection, une phrase incise?), je les ai bannies.

Jacques ROGISSART

A signaler :

1. La parution récente de l'excellent ouvrage de Philippe Destatte :

**L'identité wallonne** - Essai sur l'affirmation politique de la Wallonie aux XIX et XXèmes siècles (éd. de l'Institut Jules Destrée, Charleroi-Wallonie, 1997, 476 p.)

2. La réédition de l'ouvrage de feu Lucien Outers, **Le divorce belge** (éd. Quorum, 1997, 175 p.). *Wallonie-France* remarque que la préface signée Christian Laporte est malheureusement réductrice quant à l'opinion profonde de L. Outers : il était bien rattachiste comme l'a d'ailleurs déclaré Madame Antoinette Spaak.



## LETTRE À MONSIEUR GUY DE PANAFIEU

Directeur général et membre du Directoire de  
*Suez- Lyonnaise des Eaux*

Monsieur,

Après vous avoir entendu à Bruxelles aux côtés de Gérard Mestrallet, je lisais votre portrait dans *La Libre Entreprise*, vous considérez la Belgique d'une rare complexité et vous ajoutez : "Ceux qui ignorent cette réalité risquent de s'en mordre les doigts. Ce ne sera pas notre cas".

La Belgique, Pays-Bas "catholiques", terre de Lotharingie, de cette Europe médiane industrielle et marchande, entre Francie occidentale (la France) et la Francie orientale (l'Allemagne) est riche de vingt siècles d'histoire. Clovis, roi des Francs à Tournai, donnera l'impulsion à la France et Charlemagne, descendant des Pippinides de Nivelles et de Herstal, constituera le premier Empire chrétien occidental.

De 1830 jusqu'en 1950, ce sont les bourgeoisies francophones et les ingénieurs wallons qui auront fait les infrastructures et la prospérité du pays, son expansion internationale et sa renommée.

A la jonction des domaines linguistiques roman et germanique, la frontière a jusqu'à ce jour une double particularité : celle d'être mouvante, avec des majorités ou de fortes minorités francophones en "Région flamande" et historiquement, l'usage du français par les élites patriciennes en Flandre, depuis le Haut-Moyen-Age !

Tout ceci n'aurait pas du faire problème si le mouvement flaminguant, dans sa version maximaliste n'avait pas réussi à inspirer le nationalisme flamand et la constitution juridiquement boiteuse d'un État dit "fédéral" en 1993.

Connaître la réalité belge d'aujourd'hui et de demain, c'est connaître et suivre l'histoire et les objectifs déclarés du nationalisme flamand qui désintègre pas à pas l'État belge. Je partage tout à fait les vues prospectives de Michel Jobert.

Trop peu de Français, hélas ! n'ont appréhendé les visées et la vigueur du nationalisme séparatiste flamand, (ils lisent rarement le flamand). De surcroît, cette dynamique leur est le plus souvent occultée par leurs interlocuteurs en Belgique : -les politiques et les hommes d'affaires flamands, vis-à-vis d'interlocuteurs français ou francophones légalisent leurs propos pour dissimuler tactiquement leurs objectifs nationalistes;

-les francophones -mais les esprits s'éveillent, heureusement- font montre de "belgitude" car ils continuent à s'accrocher à la conscience nationale, celle de la majorité culturelle des siècles passés (et non de la majorité numérique), la bourgeoisie francophone qui était principalement flamande et bruxelloise (Wallons et Flamands émigrés dans Bruxelles, la capitale). Nombre de francophones, noblesse comprise, prétendant à un pouvoir "symbolique" en Belgique ou par

conservatisme financier, agitent encore le drapeau belge, même si le doute s'installe forcément devant les programmes indépendantistes très précis des gouvernements et parlements de la Communauté Flamande (Vlaamse Gemeenschap).

La scission de la Belgique serait déjà advenue si la Flandre avait pu réaliser son ultime objectif : arracher Bruxelles à l'aire de la Francophonie, 4ème ville française du monde, (à 88 % francophone!) Enjeu géopolitique que ne peut et ne pourra négliger la France quand on sait le poids de la langue et de la culture pour asseoir l'influence politique et économique de la France au cœur de l'Union Européenne.

Bruxellois et Wallons supportant de plus en plus mal le noyautage des postes de direction par des Flamands "de souche" en particulier dans les groupes du secteur privé. quand ce n'est pas avec la complicité de patrons français!...

Nous serons donc très vigilants aux intérêts des francophones, et par là de la France, dans le processus en cours de la partition de la Belgique, avec nos amis, tout clivage de parti exclu.

Les relations entre la Belgique et la France sont, certes, ambivalentes. Comme on connaît ce voisin et ami mieux que tout autre, on est bien au fait de ses faiblesses et de ses incompréhensions, mais on compte sur son appui plus que sur celui des autres. A nous de l'éclairer.

Quand le président du premier parti flamand, le C.V.P., regrette publiquement que la Flandre ait été jusqu'à présent "latine" et qu'il convient, pour tous, d'adopter le modèle "nord-européen", on ne peut s'empêcher de penser à ce dédain ancestral des germains -tenace- pour les pays latins comme la France, l'Espagne ou l'Italie. Les déclarations publiques de Karel Vinck, Président de V.E.V. consciemment ou inconsciemment, s'inscrivent dans cette mouvance et cette pesanteur de l'Europe du Nord.

Je déplore, avec d'autres, la dérive nationale-populiste flamande et le repli sur soi égoïste de la Flandre (incompatible avec l'esprit européen), mais "il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités" disait de Gaulle et Malraux écrivait : "Les nations meurent, d'abord, de leur cancer intérieur".

En réalité, la Belgique, aujourd'hui, n'est pas d'une rare complexité quand on s'en tient à ces vérités.

Les francophones de Belgique s'organisent, ils sont aux premières lignes de la Francophonie (Secrétariat à Paris), leur front se trouve dans cette ville-frontière de Bruxelles, convoitée par la Flandre...

Suivez dans la presse belge, les discours célébrant en juillet la fête nationale flamande, sur le symbole éloquent de la victoire contre la chevalerie française à la Bataille des Éperons d'Or!

Trois bons ouvrages vous éclaireront, au coeur du problème belge :

1. Manu Ruys : "Les Flamands, un peuple en mouvement, une nation en devenir", Lannoo, 1973.

2. L. Wils (Professeur Université Leuven) : "Histoire des nations belges" Belgique, Flandre, Wallonie, 15 siècles de passé commun, Ed. Quorum, 1996.

3. "Bruxelles et Wallonie : choisir l'avenir" Manifeste des universitaires francophones.

Lire aussi *Le Monde Diplomatique* de février 1997 "L'État fédéral en péril" p.11

Marc de MIDDELEER

## LA BELGIQUE FACE À ELLE-MEME

(*Le Soir*, p. 2, 14/11/96)

La Belgique face à elle-même, quoi de plus naturel et, cependant, quoi de plus fatal! Depuis la création de cet État, en 1831, voici plus d'un siècle et demi, la France s'est soigneusement abstenue de se mêler des affaires du royaume. Elle a fui comme la peste toute implication involontaire. Son attitude a été d'autant plus méritoire que l'Angleterre et la Russie avaient voulu démontrer alors, à ses dépens, que le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" pouvait s'inscrire dans les perspectives d'un "équilibre européen", cher aux grandes puissances. Ces deux-là entendaient surtout mettre en surveillance une France qui, à la faveur de la Révolution et de l'Empire, avait formé, en Belgique, neuf départements français sur d'anciennes possessions de l'empereur d'Autriche (1). Inutile de remonter trop loin, au traité de Verdun (853) qui partagea les Belges entre la France et la Lotharingie. Comme l'écrivit, en 1969, le regretté Lucien Outers : "N'ayant pas voulu être hollandais, n'ayant pas été autorisés à devenir français, nous nous sommes résolus à devenir belges". C'est l'épopée de cette résolution qui s'est poursuivie jusqu'à nos jours, avec bonne ou mauvaise fortune.

La Constitution de la monarchie belge unitaire, du 7 février 1831, fut révisée sept fois (1888, 1893, 1919, 1921, 1970, 1980, 1988, 1991). La réforme constitutionnelle de 1993 a transformé la Belgique en un État fédéral, composé de communautés et de régions -trois communautés : la flamande, la française de Belgique, la germanophone et trois régions : la wallonne, la flamande et Bruxelles-capitale-. Cette modification des caractéristiques de l'État, illustrée par les élections du 21 mai 1995 à la Chambre des représentants et au Sénat, suffira-t-elle pour apaiser les tensions évidentes qui n'ont cessé de séparer les Flamands et les Wallons?

Cette question, la France, même si elle y répugne, est bien forcée de la poser. Que se passerait-il, en effet, si les Flamands, comme ils n'en font pas mystère, venaient à répudier ce fédéralisme qui leur pèse (matériellement et

humainement) et à se rapprocher des Pays-Bas, voire de l'Allemagne? (...) Le roi du nouvel État créé en 1831, aurait pu être le duc de Nemours, deuxième fils de Louis-Philippe qui ne voulut pas, par prudence, souscrire aux vœux des populations belges, réunies en Congrès national. Léopold Ier de Saxe-Cobourg-Gotha fut le premier des rois qui se succédèrent (...) Naguère, les Flamands passaient pour les meilleurs soutiens du trône, tandis que les Wallons caressaient l'idée républicaine. Aujourd'hui, les Flamands ne supportent plus ce reste d'unité que symbolise la monarchie. La crise belge est-elle le prodrome de l'éclatement d'un pays, au coeur du monde occidental, et des modifications de frontières qui en résulteraient? Les Flamands désirant si fort affirmer leur destin régional, que deviendront les francophones, n'ayant d'autres options que la solitude, le Luxembourg ou la France? Les provinces de Liège, de Brabant, de Hainaut, de Namur, de Luxembourg ont mille raisons et sentiments de se souvenir qu'elles sont consubstantiellement liées aux populations du territoire français. Celui-ci devrait-il fermer sa porte et son coeur à des frères depuis la nuit des temps?

A cet égard, de Gaulle avait été particulièrement clair, à la fin des années 60, ayant livré, à un visiteur wallon, un long témoignage, confirmé par Alain Peyrefitte : "Je connais la Wallonie aussi bien et peut-être mieux que le Québec. Comment pourrais-je y être indifférent?... Chaque peuple ne peut se redresser que par lui-même... Bien entendu, si, un jour, une autorité politique représentant la Wallonie s'adressait officiellement à la France, ce jour-là, de grand coeur, nous répondrions favorablement à une demande qui aurait toutes les apparences de la légitimité" Le message est connu, clair, et lui aussi légitime.

La déstructuration de l'État, dans cette Belgique, carrefour bien plus que nation, voué aux échanges et aux organisations supranationales, est devenue patente. Le système de sécurité bâti dans l'après-guerre n'est plus là pour lui offrir les contreforts nécessaires. La globalisation transnationale s'y engouffre comme un grand courant d'air qui dispose, à son gré, de la légalité étatique et des valeurs que celle-ci tente de protéger.

La Belgique est face à elle-même, mais l'alerte vaut aussi pour tous ses voisins. Ils auraient grand tort de ne pas s'en soucier.

Michel JOBERT, ancien ministre français des Affaires étrangères.

(1) NDLR : A vrai dire, ces 9 départements ont été taillés dans d'anciennes possessions du Saint Empire Romain Germanique. En effet, c'est seulement en 1806 que cet empire est supprimé; François II de Habsbourg devient François Ier, empereur d'Autriche-Hongrie.

## Appel à nos sympathisants

Renouvellement des abonnements à notre périodique  
*Wallonie-France* (4 numéros par an)

<b>Abonnement :</b>	<b>500 Fb</b>
<b>Abonnement de Soutien :</b>	<b>800 Fb</b>
<b>Abonnement étudiant :</b>	<b>300 Fb</b>

A verser sur le compte **240-0786635-66** de *Wallonie -France*  
à 4102 Ougrée

Pour nos amis de France :

<b>Abonnement :</b>	<b>100 FF</b>
<b>Abonnement de Soutien :</b>	<b>150 FF</b>
<b>Abonnement étudiant :</b>	<b>70 FF</b>

A verser sur le compte de *Wallonie-France* de la BRED à Paris  
Code banque **10107** - code guichet : **00118/n°212181978-10**

**Rédaction : Directeur :** André Schreurs, 8, rue Naimette, 4000 Liège  
Tél. 04/ 224 13 79

**Secrétaire :** Jacques Liénard, 49B, Av. C. de Gerlache, 4000 Liège  
Tél. 04/ 253 26 47

**Ed. responsable :** Laurent Leruth, 1, rue de Pitteurs, 4020 Liège,  
Tél. 04/ 342 10 90

**Bureau :** Etienne Lambert, 59, rue Surllet, 4020 Liège  
Jacques-Yves Charlier, 34, rue de la Baume, 4570 Saint-Georges,  
Tél : 04/275 36 20

### **Correspondants :**

**Bruxelles :** Claude Goffin, 58, clos de l'Oasis, 1140 Bruxelles

**Brabant Wallon :** Rodolphe Lamy, 151, rue du Blanc- Ry, 1342 Limelette

**Hainaut :** Fabian Pirotte, 21, place de la Digue, 6000 Charleroi

**Namur :** René Walgraffe, 6, Dessus la Ville, 5660 Couvin

**France :** Charles Conte, 5, rue Altrincham, F-93150 Le Blanc-Mesnil

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES DE WALLONIE-FRANCE

Le lundi 13 octobre, à 19 h 30, dans la salle du Trianon (1er étage du Pavillon de Flore), rue Surllet, 20- Quartier d'Outre-Meuse, à Liège.

## ORDRE DU JOUR

- \* Allocution du Président
- \* Rapport d'activité de l'année écoulée
- \* Analyse de la situation politique avec la participation de MM. Jean Defraigne et Paul-Henri Gendebien.
- \* Election du comité et du bureau comprenant le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire et le Secrétaire-adjoint, le Trésorier et le Trésorier-adjoint, le Directeur du périodique *Wallonie-France* ainsi que les autres membres du comité.

Les candidatures seront reçues jusqu'à l'ouverture de la séance